

SAUVER L'AJISME !

Nous nous trouvons aujourd'hui, dans les Auberges, devant un problème important : celui de la Fédération.

Sur ce problème, nous devons définir une orientation claire qui s'énonce ainsi :

- Lutte pour imposer à l'Etat les subventions nécessaires à la création et à l'entretien d'un réseau d'auberges mettant à la disposition des jeunes travailleurs des maisons propres possédant un confort minimum, impossible à réaliser par des petits groupes n'ayant pas de crédits.

C'est dans ce sens seulement que nous nous prononçons pour la Fédération de tous les mouvements usagers, car ainsi seulement il sera possible d'exiger des crédits pour les Auberges à la disposition de tous les jeunes travailleurs et non de telle ou telle organisation confessionnelle, gouvernementale, ou politique.

- La Fédération n'a de raison d'être qu'à l'échelon national. Nous nous prononçons contre toute ingérence à l'échelon départemental ou autre dans l'activité des mouvements ajistes et dans la gestion des auberges.

- La Fédération, organisme technique de liaison des mouvements usagers ne doit être composée que des seuls représentants, élus démocratiquement, des organisations d'usagers, proportionnellement à leur nombre d'adhérents.

- Les représentants gouvernementaux n'ont dans cet organisme aucun droit de décision et de vote.

- La désignation des Abergistes est faite par les clubs d'usagers démocratiquement.

- L'autonomie des mouvements d'usagers vis-à-vis de cette fédération.

Nous luttons contre tout contrôle de l'Etat et des organismes sur l'utilisation des fonds et sur l'éducation dans les mouvements d'usagers.

Actuellement, cela signifie la lutte pour

l'abolition des statuts de la Fédération, pour l'abrogation de la Fédération "Morice". Celle-ci met en danger l'indépendance du mouvement ajiste vis-à-vis de l'Etat et son existence même aussi bien par la politique de liquidation des éléments sociaux-démocrates du Comité Directeur, que par la politique de colonisation et de scission des anarchistes qui veulent introduire leurs principes organisationnels dans le mouvement ajiste et transforme celui-ci en une succursale de la Fédération anarchiste.

Nos camarades doivent montrer face à ces ten-

dances que la lutte contre l'Etat n'est pas de se retrancher dans une petite organisation à côté de la majorité des travailleurs, mais de lier le plus possible la lutte des jeunes pour les loisirs à la lutte d'ensemble de la classe ouvrière.

C'est dans ce sens que s'intègre la lutte pour la défense des loisirs des jeunes (50% sur les transports), et notre propagande sur les mots d'ordre qui permettent d'améliorer les loisirs des jeunes (40 heures, minimum vital, augmentation des congés payés pour les jeunes).

Pour atteindre ces objectifs, la consolidation du C.L.A.J.-P.A. est le problème primordial.

Les camarades du M.R.J militant au sein du CLAJ-P.A. doivent être les éléments regroupant autour d'eux, sous forme d'une tendance organisée les jeunes dont la volonté de lutte inconsciente et dispersée contre l'Etat est exploitée par les anarchistes.

C'est seulement sur la base d'une plateforme politique sur le problème de l'Etat que ce regroupement peut se réaliser.

RÉSOLUTION DU CONGRÈS NATIONAL

NORMALIENS DE BLOIS, D'AVIGNON.

LE M.R.J EST A VOS CÔTÉS.

Des normaliens cégétistes de l'Ecole Normale de Blois ont osé, dans une lettre aux parlementaires de leur département, dire leur volonté de lutte contre la guerre d'Indochine. La République "Démocratique" Française a aussitôt riposté en expulsant deux d'entre eux de l'Enseignement. Et si elle a reculé, c'est grâce à l'attitude résolue de tous leurs camarades, en grève complète dans toute l'Ecole jusqu'à la promesse de leur réintégration. Maintenant on déplace l'un d'eux.

Nous devons obtenir son retour dans son E.N. Blois ne doit pas constituer un précédent qui permette de déplacer tous les normaliens suspects d'opinion et d'action déférente de la seule opinion "républicaine" et bourgeoise autorisée. La bourgeoisie doit sentir que si elle a su accorder aux normaliens un droit syndical inconsistant, ils sont bien décidés à en faire une réalité. Nous pouvons trouver illusoire la lutte par des lettres aux parlementaires, mais nos camarades sont menacés par ce fait : nous devons leur montrer aujourd'hui ce qu'est la solidarité révolutionnaire

per un soutien et une aide effectifs. Déjà à Montpellier, à Privas, à Valence, etc., les normaliens de la C.G.T. et les jeunes syndicalistes révolutionnaires de l'Ecole Emancipée se sont trouvés ensemble pour protester, pour porter le problème devant leur section départementale. Le S.N.I. de l'Ardèche s'est déclaré solidaire des normaliens de Blois. Tous nos camarades révolutionnaires doivent faire de même; de toutes les sections doivent partir des protestations. Le Bureau National du S.N.I. doit être aculé devant la nécessité d'une prise de position et d'une action nationale.

Tous les normaliens révolutionnaires doivent nous entendre, tous nos camarades d'Arras, de Besançon, de Poitiers et d'ailleurs. La bourgeoisie se croit forte, mais par la fraternité révolutionnaire, c'est nous qui partout triompherons demain.

E.N. PRIVAS.

Le danger se précise : nous apprenons que des normaliens d'Avignon ont, à leur tour, été mis à la porte pour leur activité politique. C'est à nous de mener la lutte.